

PROJETS ANSEJ

Les jeunes pourront rééchelonner leurs dettes

Les porteurs de projets dans le cadre du dispositif Ansej (Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes) en difficultés financières n'ont pas à se faire de souci. Ils peuvent solliciter et obtenir un rééchelonnement de leurs dettes bancaires.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - C'est ce que le ministre des Finances soutient. Intervenant, jeudi, dans le cadre d'une séance de questions orales au Conseil de la Nation, Hadji Baba Ammi a estimé que même si l'Ansej ne dispose pas d'un mécanisme pour traiter les projets en difficultés financières, les banques pouvaient traiter au cas par cas les dossiers des jeunes porteurs de projets désireux de relancer leurs projets. Des porteurs de projets qui doivent, ceci dit, s'engager à rembourser une partie des redevances avec un taux qui sera fixé de commun accord avec la banque, et de ne pas avoir sollicité le Fonds de garantie des crédits (FGAR) pour indemnisation. Aussi, ces jeunes promoteurs en difficultés financières doivent disposer d'équipements financés par crédit bancaire au niveau de l'entreprise et ne doi-

vent pas avoir fait l'objet d'une transaction commerciale.

Sur un tout autre plan, le ministre des Finances a démenti tout licenciement de femmes douanières pour port du voile dans la wilaya de Laghouat comme rapportés ici et là. «La Direction générale des douanes (DGD) n'a licencié aucune travailleuse à cause de sa tenue», estimant que «l'équité homme/femme dans les droits et devoirs est un principe constitutionnel». Dont le port de l'uniforme pendant l'accomplissement de leurs missions, conformément à l'article 39 de la loi 207-79 de juillet 1979, portant code des douanes amendé et complété, a ajouté le ministre. Ceci non sans qu'il rappelle que la DGD est une «institution officielle régie par les lois de la République».

Pour sa part, le ministre des Ressources en eau et de



Ministre des Finances, Hadji Baba Ammi.

l'Environnement a fait part de nouveaux mécanismes pour amener les agriculteurs à économiser l'eau d'irrigation notamment celle des puits.

Abdelkader Ouali a signifié, lors de la même séance de

questions orales à la Chambre haute du Parlement, qu'en vertu de cette réglementation, les agriculteurs devront rendre des comptes quant à la quantité d'eau des puits utilisée pour l'irrigation des périmètres exploités.

«Nous devons poursuivre les efforts consentis depuis des années au sein du secteur en procédant à la généralisation des techniques de pointe, ce qui permettra une meilleure utilisation de cette ressource et une meilleure lutte contre le gaspillage et l'entretien des projets réalisés», a soutenu le ministre, mettant le doigt sur le fléau du gaspillage de l'eau d'irrigation dont il plaide pour la rationalisation de l'usage. Et d'étayer son propos en affirmant que «l'économie de 20 % d'eau pour l'irrigation d'un hectare permettra d'irriguer la moitié d'un autre hectare».

De son côté, le Premier ministre a soutenu que le projet de réalisation de 50 entrepôts frigorifiques au niveau national a pour objectif «d'augmenter les capacités de stockage et d'absorber le surplus de production agricole, en vue d'asseoir un équilibre entre l'offre et la demande». Un projet d'un coût de plus de 36 milliards de dinars financé sur un crédit d'investissement à taux bonifié, adopté par le Conseil des participations de l'Etat (CPE) en 2013, confié à la société nationale de froid, Frigomedit qui porte sur la réalisation de 50 entrepôts frigorifiques d'une capacité de 350 000 m³ au niveau national pour un coût de 36,6 milliards de dinars, financé par un crédit d'investissement à taux bonifié, adopté par le Conseil des participations de l'Etat (CPE) en 2013. Il est prévu la réception de 8 entrepôts frigorifiques d'une capacité de 118 000 m³ à Tiaret, Blida, El-Oued, Laghouat, Chlef, Adrar et Ghardaïa l'année en cours dans l'attente de la réception des autres en 2018 à In Salah, Ghardaïa, Médéa, Béchar, Oran, Tougourt, Bordj-Bou-Arréridj, Tébessa, Tissemsilt, M'sila et Tindouf.

Un projet ambitieux qui s'ajoute à l'autre projet de réaménagement de 39 entrepôts frigorifiques d'une capacité globale de 350 000 m³, achevée à travers «le transfert des avoirs des entreprises de froids dis-

M. K.

Y. D.

SITUATION ÉCONOMIQUE DU PAYS

Le constat sans concession des experts

C'est un constat sans ambages et surtout sans concession qu'ont dressé, jeudi, deux experts en économie au sujet de la situation de l'économie nationale. Selon eux, l'Algérie a surtout accusé un grand retard dans sa réaction face à la crise qui se dessinait déjà dès 2008. Malgré quelques mesures prises en vue d'atténuer l'effet de la crise, le pays continue à subir une dégradation de ses indicateurs macroéconomiques.

Younes Djama - Alger (Le Soir) - «On continue à subir une dégradation des indicateurs macroéconomiques : budgétaires, monétaires, et les indicateurs relatifs au chômage et à l'inflation.

La crise continue à affecter l'économie algérienne qui s'appauvrit de plus en plus (le pays a perdu 30% de ses réserves de change). La structure de la balance des paiements reste très fragile et on n'arrive toujours pas à redresser la situation, et ce, malgré toutes les mesures

qui ont été prises, dira l'expert en économie Mohamed Kaoubi qui intervenait lors de l'émission «Je dis économie», diffusée sur les ondes de Radio Algérie internationale (RAI). Il est rejoint par Mohamed Gharnaout qui souligne : «Cette situation persiste quand même depuis 2014, et il s'avère que les autorités sont impuissantes devant cette situation de crise. On ne voit pas les réponses qu'elles devaient apporter pour au moins amoindrir le choc de la baisse drastique des prix du pétrole. Même

s'il soutient que des solutions existent, surtout que les pouvoirs publics espèrent une relance des cours de l'or noir, M. Gharnaout n'en estime pas moins qu'il faille dès maintenant comprendre que nous allons vivre avec des prix de pétrole à la limite de 50 dollars et qu'il serait illusoire de s'attendre à plus. «Si on ne prend pas les mesures maintenant, cela veut dire que la situation sera de plus en plus difficile.» L'expert propose de «réfléchir autrement» et prendre les mesures qu'il faut sachant que le pays s'appuie - rappel nécessaire s'il en était - sur une économie unijambiste qu'est le pétrole. D'où l'urgence de changer de modèle de croissance progressivement à travers une diversification de l'économie nationale. Même si les résultats ne sont visibles qu'à moyen et

long terme, Mohamed Gharnaout n'en pense pas moins qu'il faille les prendre «dès maintenant».

Faisant sienne l'analyse de M. Gharnaout, Mohamed Kaoubi estime également que la réaction face à la crise s'est faite tardivement, en prenant en compte le fait que les prémices de la crise sont intervenus dès 2008. «Toutes les économies avaient commencé à agir mais en Algérie, nous avons attendu jusqu'en 2015 pour commencer à prendre des mesures», rappelle-t-il tout en déplorant que les «économies» que l'Algérie avaient faites (réserves de change, FR...) ont permis au pays d'atténuer un tant soit peu de la crise qui, selon lui, aurait pu être catastrophique sur toutes les sphères de l'économie.

LES PREMIERS EFFETS DES DÉCISIONS DE TRUMP

Hausse des prix du baril tirés par la baisse du dollar

Les premiers décrets signés par le président des Etats-Unis, Donald Trump, font l'objet de controverses et sont également jugés anticonstitutionnels car remettant en cause l'identité du pays libéral par excellence. Leurs conséquences sont d'ordre mondial aujourd'hui.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Les premiers effets de ces décisions impactent directement la valeur de la monnaie américaine. Le scepticisme des investisseurs se traduit par la baisse de la valeur du billet vert régissant un grand nombre d'échanges sur les marchés internationaux. Les analystes et

géopoliticiens pointent du doigt une politique autodestructrice puisqu'elle sanctionne d'abord l'économie américaine. Une résultante allant à l'encontre des retombées initiales prévues par D.Trump.

Toutefois, la baisse de la valeur du dollar est paradoxalement profitable aux marchés et

pays pétroliers. Effectivement, les prix du baril s'allient à une tendance haussière dernièrement. En Asie, les cours augmentent également en raison des spéculations sur des sanctions américaines contre l'Iran suite à un test de tir de missile dimanche dernier. Parallèlement, le baril de light sweet crude (WTI), référence américaine du brut, pour livraison en mars, progressait de 19 cents, à 53,73 dollars dans les échanges électroniques en Asie. S'agissant de la référence euro-

péenne, le prix du baril de Brent, pour avril, gagnait 16 cents à 56,72 dollars.

Rappelons que l'excentricité des décisions du locataire de la Maison Blanche suscite de plus en plus la réticence des investisseurs sur la scène internationale renforçant ainsi le déclin de la valeur du dollar considéré instable et moins fiable. Ce qui est naturellement avantageux pour la reprise du marché pétrolier. Plus clairement, la baisse de la monnaie américaine rend le pétrole, libellé en dollar, moins

cher pour les investisseurs munis d'autres devises, ce qui augmente la demande et fait monter les prix suivant le jeu de l'offre et de la demande. Outre le dernier consensus entre pays Opep et certains non-Opep, entré en vigueur depuis janvier dernier, et portant sur la limitation de leur production pour réduire le surplus mondial, l'arrivée de D.Trump à la Maison Blanche semble être l'autre facteur tirant les prix pétroliers vers la hausse.

N. B.